

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 ST ÉTIENNE

ST ÉTIENNE, le 02 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ONYX AUVERGNE RHÔNE-ALPES

ZA des Granges
42 600 MONTBRISON

Références : UiD4243-DSSP-022-0462
Code AIOT : 0006108982

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 octobre 2022 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHÔNE-ALPES implanté ZAC des Granges 42 600 MONTBRISON. L'inspection a été annoncée le 22/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES
- ZAC des Granges 42 600 MONTBRISON
- Code AIOT : 0006108982
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Les deux principales activités du site sont :

- le déconditionnement de biodéchets,
- le transit, regroupement, tri d'ordures ménagères, de déchets recyclables collectés en mélange auprès des ménages et de déchets industriels non dangereux.

L'objet de la visite était la levée des observations faites lors de la précédente inspection du 20 novembre 2020 et la vérification d'informations en vue de la rédaction de l'arrêté préfectoral suite au dossier de demande d'autorisation déposé par l'exploitant en décembre 2021 et complété en avril 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- marquage au sol des aires de réception et de stockage de déchets,
- volumes de carburants distribués annuellement,
- registre et traçabilité des déchets,
- bassin de confinement des eaux d'incendie,
- convention de rejet dans la STEP de la zone d'activité,
- suivis des rejets aqueux,
- garanties financières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Registres entrées/sorties	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 3.6	/	Sans objet
7	Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 5.8	/	Sans objet
8	Eaux résiduaires	Dossier de demande d'Autorisation	/	Sans objet
9	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 2.12	/	Sans objet
10	Garanties Financières	Code de l'environnement du 15/04/2022, article R516-1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aire de stockage de déchets	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 2.6	/	Sans objet
2	Quantité de Carburant distribué	Arrêté Préfectoral du 21/10/2011, article 1	/	Sans objet
3	Origine des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 1.5	/	Sans objet
5	Procédure d'urgence	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 3.8	/	Sans objet
6	Rétention des eaux d'incendie	Dossier de demande d'Autorisation	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux constats portent sur l'obligation pour l'exploitant :

- de se conformer à la nouvelle réglementation relative à la traçabilité des déchets ;
- de mettre en œuvre les mesures de la pollution rejetée sur la totalité des rejets aqueux de l'établissement ;
- d'obtenir une convention de rejet auprès du gestionnaire de la collecte et du traitement des eaux résiduaires de la zone d'activité ;
- de poursuivre la procédure engagée pour la mise en conformité relative à la protection contre la foudre ;
- de constituer les garanties financières prévues dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aire de stockage de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Emplacement d'accueil des biodéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.
Constats : Des marquages au sol permettent de délimiter les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus. Avec le temps, ils se sont partiellement effacés. L'exploitant prévoit de les refaire très rapidement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Quantité de Carburant distribué

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2011, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Classification rubrique 1435
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m ³ ==> Enregistrement 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ ==> DC
Constats : Dans le dossier de demande d'autorisation, le volume de carburant distribué, gasoil et GNR, s'élève à 580 m ³ /an et classe l'installation au titre de la rubrique 1435 sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique (DC) . Suite à l'avis du SDIS statuant sur une défense extérieure contre l'incendie (DEI) insuffisante, ce volume annuel distribué a été revu à la baisse par l'exploitant. Dans ces conditions, l'activité de distribution de carburant est déclassée et la défense extérieure contre l'incendie redevient satisfaisante. L'inspection a constaté que les volumes de carburant distribués ces 12 derniers mois s'élèvent à 146 m ³ et sont donc bien inférieurs au seuil de la déclaration (< 500m ³).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Origine des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'origine géographique des ordures ménagères reçues dans le centre de transfert et des déchets reçus dans la déchetterie est limitée à l'arrondissement de Montbrison ainsi qu'aux cantons de Néronde, St Germain Laval et St Héand.
Constats : L'origine des déchets d'ordures ménagères admis dans l'installation a changé depuis l'AP du 30 septembre 2008. Dans le dossier de demande d'autorisation, les déchets du quai de transit proviennent de la collecte sélective ou de la collecte des ordures ménagères effectuées sur la commune de Montbrison et ses alentours (Savigneux, Précieux, Saint-Thomas-la-Garde, Lézigneux). L'exploitant a déclaré que l'origine des déchets d'ordures ménagères et de la collecte sélective est variable dans le temps et dépend des marchés obtenus par ONYX Environnement. L'inspection a demandé à l'exploitant de fournir une carte situant les communes actuellement collectées afin de pouvoir déterminer le périmètre de la zone de chalandise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registres entrées/sorties

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de déchets est pesé et donne lieu à un enregistrement de : <ul style="list-style-type: none">- la date et l'heure de réception, l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu ;- l'identification du producteur et l'origine des déchets avec la référence de l'information préalable correspondante ;- la nature, le tonnage et les caractéristiques des déchets reçus. Les livraisons refusées sont mentionnées dans ce registre, avec mention des motifs de refus. Chaque sortie donne lieu également à un enregistrement précisant : <ul style="list-style-type: none">- code du déchet selon la nomenclature,- dénomination du déchet,- quantité enlevée,- date d'enlèvement,- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,- destination du déchet (éliminateur ou récupérateur),- nature de l'élimination ou de la récupération effectuée. Les registres où sont mentionnées ces données seront conservés par l'exploitant pendant 5 ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. À cet état sont annexés les justificatifs de l'élimination des déchets qui doivent être conservés 3 ans.
Constats : L'inspection a porté à la connaissance de l'exploitant l'existence du nouvel arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement et de celui du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement. L'inspection a constaté que le contenu du registre existant présenté par l'exploitant semble assez proche des attendus de l'arrêté du 31 mai 2021. L'exploitant a déclaré pouvoir mettre à jour son registre et finaliser son inscription sur Track Déchet dans un délai assez court.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Procédure d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Consigne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations Classées.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter ce document à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétention eau incendie

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2022 : Dossier de demande d'autorisation
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de danger Avril 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Création d'un bassin de confinement des eaux d'incendie de 240 m ³
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter le bon de commande n° 4108231627 signé et daté du 25 avril 2022 pour la construction d'un bassin de rétention de 240 m ³ dans son établissement. La création de ce bassin est programmée pour la fin de l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesure périodique de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 5.8
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses Eaux pluviales et Eaux résiduelles et industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 5.5. doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.
Constats : Des mesures ont été réalisées: <ul style="list-style-type: none">- en 2014 sur la sortie du séparateur d'hydrocarbures n° 1 (SH1),- en 2018 sur la sortie du séparateur d'hydrocarbures n° 4 (SH4),- en 2017 sur tous les rejets,- en 2021 sur la sortie du séparateur d'hydrocarbures n°3 (SH3). L'inspection demande la réalisation d'une nouvelle campagne d'analyses pour la totalité des rejets et de lui faire parvenir les résultats des analyses précitées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Etude d'incidence Dossier de demande d'autorisation : Avril 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 7.7.2.1 Eaux sanitaires : locaux administratifs Les eaux usées issues des sanitaires sont rejetées dans le réseau Eaux Usées du site. Ce réseau rejoint par la suite le réseau d'assainissement collectif. Loire Forez agglomération est également en charge de la collecte et du traitement des eaux usées. Une convention de rejet est en cours de rédaction entre le gestionnaire du réseau et l'exploitant depuis plusieurs années. Le gestionnaire est cependant en accord avec ces rejets qui ne présentent pas de problème particulier (accord oral). 7.7.2.2 Eaux de l'aire de lavage des camions Les eaux de l'aire de lavage des camions rejoignent le réseau Eaux Usées du site.
Constats : L'exploitant a déclaré avoir des difficultés à obtenir une convention écrite auprès du gestionnaire de la collecte et du traitement des eaux usées de la zone d'activité. L'inspection des installations demande à l'exploitant de réitérer sa demande d'une manière appuyée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 2.12
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tiendra en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification.
Constats : L'analyse du risque foudre réalisée par un organisme certifié F2C en juillet 2022 préconise une étude technique qui définira les caractéristiques des parafoudres à installer sur l'installation. L'exploitant a déclaré reprendre contact au plus vite avec cet organisme pour la réalisation de cette étude technique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2022, article R516-1
Thème(s) : Autre, Garanties Financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article R516-1</p> <p>Modifié par Décret n°2022-563 du 15 avril 2022 – art. 1</p> <p>Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :</p> <p>1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ;</p> <p>2° Les carrières ;</p> <p>3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ;</p> <p>4° Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone ;</p> <p>5° Les installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent.</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €.</p> <p>Constats : Selon le dossier de demande d'autorisation, le montant global de la garantie s'élève à 162 303,11 € TTC. Ce montant étant supérieur à 100 000 €, les garanties financières doivent être constituées.</p> <p>L'exploitant a déclaré que les garanties financières ne l'ont pas été du fait que le volume de biodéchets actuellement traités sur l'installation sont inférieurs à ceux prévus dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Il est précisé à l'exploitant qu'il doit constituer ces garanties financières dès à présent afin de se conformer à son dossier de demande d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet